

RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2004 B 02906

Numéro SIREN : 479 028 789

Nom ou dénomination : LAROCHE RESTAURATION

Ce dépôt a été enregistré le 21/04/2021 sous le numéro de dépôt 12135

Désignation de l'entreprise : SASU LAROCHE RESTAURATION		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12	
Adresse de l'entreprise 7BIS RUE P. GEORGES LATECOERE		33850 LEOGNAN	
Durée de l'exercice précédent* 12			
Numéro SIRET* 4 7 9 0 2 8 7 8 9 0 0 0 2 8		Néant <input type="checkbox"/> *	
		Exercice N clos le, 13 0 0 9 2 0 2 0	
		N-1 13 0 0 9 2 0 1 9	
		Brut 1	
		Amortissements, provisions 2	
		Net 3	
		Net 4	
Capital souscrit non appelé (I) AA			
Frais d'établissement * AB		AC	
Frais de développement * CX		CQ	
Concessions, brevets et droits similaires AF		3 035 AG	
Fonds commercial (1) AH		132 000 AI	
Autres immobilisations incorporelles AJ		AK	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles AL		AM	
Terrains AN		AO	
Constructions AP		AQ	
Installations techniques, matériel et outillage industriels AR		58 919 AS	
Autres immobilisations corporelles AT		61 201 AU	
Immobilisations en cours AV		AW	
Avances et acomptes AX		AY	
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence CS		CT	
Autres participations CU		CV	
Créances rattachées à des participations BB		BC	
Autres titres immobilisés BD		BE	
Prêts BF		BG	
Autres immobilisations financières* BH		2 350 BI	
TOTAL (II) BJ		257 505 BK	
Matières premières, approvisionnements BL		9 087 BM	
En cours de production de biens BN		BO	
En cours de production de services BP		BQ	
Produits intermédiaires et finis BR		BS	
Marchandises BT		BU	
Avances et acomptes versés sur commandes BV		BW	
Clients et comptes rattachés (3)* BX		328 744 BY	
Autres créances (3) BZ		51 043 CA	
Capital souscrit et appelé, non versé CB		CC	
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) CD		2 305 CE	
Disponibilités CF		204 466 CG	
Charges constatées d'avance (3)* CH		6 097 CI	
TOTAL (III) CJ		601 743 CK	
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) CW			
Primes de remboursement des obligations (V) CM			
Ecart de conversion actif* (VI) CN			
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) CO		859 248 IA	
Renvois : (1) Dont droit au bail		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP	
Clause de réserve de propriété *		2 350 (3) Part à plus d'un an : CR	
Immobilisations :		Stocks :	
		Créances :	

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise : SASU LAROCHE RESTAURATION

Néant ☐ *

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

			Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :37.000.....)	DA	37 000	37 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input type="text" value="EK"/>)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	3 700	3 700
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input type="text" value="BI"/>)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <input type="text" value="EJ"/>)	DG	247 472	297 472
	Report à nouveau	DH		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	(110 288)	18 670
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
	TOTAL (I)	DL	177 885	356 843
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	201 838	869
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <input type="text" value="EI"/>)	DV		9 047
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	110 821	82 559
	Dettes fiscales et sociales	DY	218 706	170 618
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	20 588	1 392
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB		
	TOTAL (IV)	EC	551 954	264 485
	Ecart de conversion passif * (V)	ED		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	729 839	621 328
RENVIS	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital	IB		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C		
		1D		
		1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	551 954	264 485
	(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise : SASU LAROCHE RESTAURATION

Néant ☐ *

			Exercice N				Exercice (N-1)			
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires				Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC				
	Production vendue	} biens* services*	FD		FE		FF			
			FG	1 692 673	FH		FI	1 692 673	1 657 016	
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	1 692 673	FK		FL	1 692 673	1 657 016		
	Production stockée*					FM				
	Production immobilisée*					FN				
	Subventions d'exploitation					FO		2 028		
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges* (9)					FP	17 801	22 802		
	Autres produits (1) (11)					FQ	473	7		
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	1 710 946	1 681 854	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS				
	Variation de stock (marchandises)*					FT				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	82 988	88 352		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	6 967	(6 889)		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *					FW	642 466	496 174		
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	22 959	35 157		
	Salaires et traitements*					FY	610 265	617 570		
	Charges sociales (10)					FZ	404 494	368 484		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	}	- dotations aux amortissements*		GA	10 706	11 764		
				- dotations aux provisions		GB				
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*		GC	9 061					
		Pour risques et charges : dotations aux provisions		GD						
	Autres charges (12)					GE	7 495	208		
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	1 797 400	1 610 820	
	1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	(86 454)	71 034	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)					GH				
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)					GI				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK				
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL				
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		242		
	Différences positives de change					GN				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO				
	Total des produits financiers (V)						GP		242	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ	10	31		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	335	396		
	Différences négatives de change					GS				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT				
	Total des charges financières (VI)						GU	344	427	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(344)	(185)		
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	(86 798)	70 849		

Désignation de l'entreprise : SASU LAROCHE RESTAURATION

Néant ☐ *

		Exercice N		Exercice N-1	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	35 383	1 053	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB			
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC			
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	35 383	1 053	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	77 318	47 846	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF		2 603	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG			
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	77 318	50 449	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	(41 934)	(49 396)	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ			
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	(18 445)	2 783	
TOTAL DES PRODUITS (II + III + V + VII)		HL	1 746 329	1 683 149	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	1 856 617	1 664 479	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	(110 288)	18 670	
RENVIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO			
	(2) Dont { produits de locations immobilières	HY			
	{ produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG			
	(3) Dont { - Crédit bail mobilier *	HP	5 140	17 397	
	{ - Crédit bail immobilier	HQ			
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH			
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJ			
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK			
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX			
	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC			
	(6ter) Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD			
	(9) Dont transferts de charges	A1	17 801	22 802	
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS) A5	A2			
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3			
	(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4		60	
	(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6	A9			
	Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8	A7			
	Dont cotisations Madelin				
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe)		Exercice N			
		Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
Indemnités départ retraite M. Landois		66 427			
Amendes et pénalités		1 042			
Régul comptes de tiers		49			
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N			
		Charges antérieures		Produits antérieurs	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
Faits caractéristiques de l'exercice	13
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	13
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	14
Permanence ou changement de méthodes	14
Informations générales complémentaires	14
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	15
Etat des amortissements	15
Etat des provisions	16
Etat des échéances des créances et des dettes	16
Composition du capital social	17
Fonds commercial	17
Evaluation des immobilisations corporelles	17
Evaluation des amortissements	17
Evaluation des matières et marchandises	17
Evaluation des créances et des dettes	18
Dépréciation des créances	18
Evaluation des valeurs mobilières de placement	18
Produits à recevoir	18
Charges à payer	18
Charges et produits constatés d'avance	18
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Engagement en matière de pensions et retraites	19
Identité des sociétés mères consolidant les comptes	19

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 729 838.61 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 1 692 672.71 Euros et dégageant un déficit de 110 287.64- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/10/2019 au 30/09/2020.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 30/09/2020 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus.

les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation :

- la valeur comptable des actifs et des passifs
- la dépréciation des créances clients
- la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles
- la dépréciation des stocks
- les impôts différés actifs
- le chiffre d'affaires

Les incertitudes

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 30/09/2020 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus.

les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation sur :

- la valeur comptable des actifs et des passifs
- la dépréciation des créances clients
- la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

- la dépréciation des stocks
- les impôts différés actifs
- le chiffre d'affaires

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-I/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

La société GROUPE THOMANN-HANRY ainsi que ses filiales, détenues à 95% et plus, ont opté pour le régime d'intégration fiscale à compter du 1er octobre 2010. Le périmètre d'intégration fiscale est composé de la société GROUPE THOMMAN-HANRY, tête de groupe, ainsi que des filiales suivantes :

- SAS THOMANN-HANRY
- SARL LAROCHE RESTAURATION
- SAS SARLAT PIERRES NATURELLES
- EURL THOMANN-HANRY DIVISION CARRIERES
- SAS ATELIERS DE BONNEUIL
- EURL T.H. COMPOSITES

Chaque filiale verse à la société GROUPE THOMANN-HANRY une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle était imposée distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont elle aurait

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

bénéficié en l'absence d'intégration.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	135 035		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	42 800		16 120
Matériel de transport	45 715		372
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	9 780		5 334
TOTAL	98 295		21 826
Prêts, autres immobilisations financières	2 350		2 000
TOTAL	2 350		2 000
TOTAL GENERAL	235 679		23 826

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			135 035	135 035
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			58 919	58 919
Matériel de transport			46 087	46 087
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			15 114	15 114
TOTAL			120 120	120 120
Prêts, autres immobilisations financières		2 000	2 350	2 350
TOTAL		2 000	2 350	2 350
TOTAL GENERAL		2 000	257 505	257 505

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	3 035			3 035
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	33 255	4 619		37 874
Matériel de transport	39 892	3 924		43 816
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	6 943	2 163		9 106
TOTAL	80 090	10 706		90 796
TOTAL GENERAL	83 125	10 706		93 831

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal. techniques matériel outillage indus.	4 619				
Matériel de transport	3 924				
Matériel de bureau informatique mobilier	2 163				
TOTAL	10 706				
TOTAL GENERAL	10 706				

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	26 477	9 061			35 538
Autres provisions pour dépréciation	31	41	31		41
TOTAL	26 508	9 101	31		35 579
TOTAL GENERAL	26 508	9 101	31		35 579
Dont dotations et reprises d'exploitation financières		9 061 10			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	2 350	2 350	
Clients douteux ou litigieux	44 540	44 540	
Autres créances clients	284 204	284 204	
Personnel et comptes rattachés	1 221	1 221	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	740	740	
Taxe sur la valeur ajoutée	24 366	24 366	
Divers état et autres collectivités publiques	5 514	5 514	
Groupe et associés	18 110	18 110	
Débiteurs divers	1 093	1 093	
Charges constatées d'avance	6 097	6 097	
TOTAL	388 235	388 235	

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	201 838	201 838		
Fournisseurs et comptes rattachés	110 821	110 821		
Personnel et comptes rattachés	12 275	12 275		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	147 158	147 158		
Taxe sur la valeur ajoutée	52 161	52 161		
Autres impôts taxes et assimilés	7 112	7 112		
Autres dettes	20 588	20 588		
TOTAL	551 954	551 954		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	200 000			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions	37.0000	1 000			1 000

Fonds commercial

(Code du Commerce Art. R 123-186; PCG Art. 831-2/10)

Nature	Montant des éléments				Montant de la dépréciation
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
Fonds commercial	132 000			132 000	
Total	132 000			132 000	

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	5 514
Total	5 514

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 838
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 056
Dettes fiscales et sociales	23 532
Total	31 427

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	6 097
Total	6 097

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Identité des sociétés mères consolidant les comptes

(PCG Art. 831-3)

Dénomination sociale	Forme	Capital	Siège social
GROUPE THOMANN HANRY	SAS	1 933 250	Chemin de Malaric - UZES

LAROCHE RESTAURATION
Société par actions simplifiée
Au capital de 37 000 euros
Siège social : 7bis Rue Pierre Georges Latécoère
33850 LEOGNAN
479 028 789 RCS BORDEAUX

Ci-après dénommée la « Société »

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DECISIONS ANNUELLES DE L'ASSOCIEE UNIQUE
DU 26 MARS 2021**

DEUXIÈME RESOLUTION

L'associée unique décide d'affecter la perte de l'exercice clos au 30 septembre 2020 s'élevant à 110 288 euros de la manière suivante :

Une somme de -110 288 euros
Affectée au compte « Report à nouveau ».

Rappel des dividendes distribués

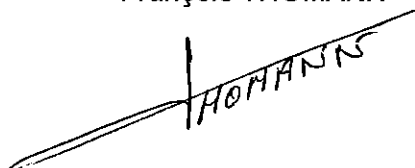
Exercice clos le	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles à l'abattement
	Dividendes	Autres revenus distribués	
30.09.2019	18 670 €	50 000 €	68 670 €
30.09.2018	24 856 €	NEANT	24 856 €
30.09.2017	64 856 €	NEANT	64 856 €

SAS GROUPE THOMANN HANRY

Présidente

Représentée par

François THOMANN





Vincent Guillemain

COMMISSAIRE AUX COMPTES

INSCRIT SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES,
RATTACHE A LA CRCC GRANDE AQUITAINE

S.A.S. " LAROCHE RESTAURATION"

7 BIS RUE PIERRE GEORGES LATECOERE

33850 LEOGNAN

RAPPORTS DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 30/09/2020



Vincent Guillemain

COMMISSAIRE AUX COMPTES

INSCRIT SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES,
RATTACHE A LA CRCC GRANDE AQUITAINE

S.A.S. " LAROCHE RESTAURATION"

7 BIS RUE PIERRE GEORGES LATECOERE

33850 LEOGNAN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 30/09/2020

S.A.S. LAROCHE RESTAURATION

7 bis rue Pierre Georges Latécoère

33850 LEOGNAN

Capital social : 37 000 €

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30/09/2020

Au représentant de l'associée unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LAROCHE RESTAURATION relatifs à l'exercice clos le 30/09/2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er octobre 2019 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associée unique.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

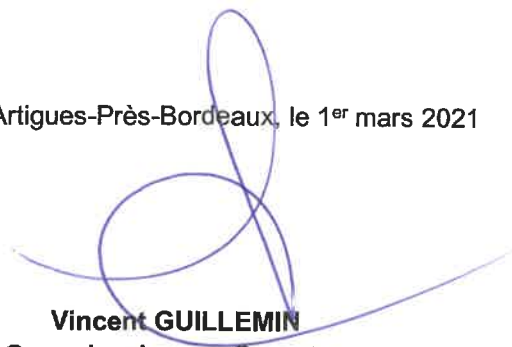
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Artigues-Près-Bordeaux, le 1^{er} mars 2021



Vincent GUILLEMIN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Bordeaux

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 30/09/2020 12			Exercice N-1 30/09/2019 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires	3 035	3 035				
	Fonds commercial (1)	132 000		132 000	132 000		
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	58 919	37 874	21 046	9 545	11 501	120.49
	Autres immobilisations corporelles	61 201	52 922	8 278	8 660	381	4.40
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	2 350		2 350	2 350		
Total II		257 505	93 831	163 674	152 554	11 120	7.29
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements	9 087		9 087	16 054	6 967	43.40
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	328 744	35 538	293 206	295 042	1 836	0.62
	Autres créances	- 51 043		51 043	16 970	34 073	200.78
Comptes de Régularisation	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement	2 305	41	2 264	2 274	10	0.43
	Disponibilités	204 466		204 466	129 188	75 278	58.27
	Charges constatées d'avance (3)	6 097		6 097	9 245	3 148	34.05
	Total III	601 743	35 579	566 165	468 774	97 391	20.78
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		859 248	129 409	729 839	621 328	108 511	17.46

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

2 350

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 30/09/2020 12	Exercice N-1 30/09/2019 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 37 000) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation	37 000	37 000		
	Réserves				
	Réserve légale	3 700	3 700		
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	247 472	297 472	50 000	16.81
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	110 288	18 670	128 958	690.72
	Subventions d'investissement Provisions réglementées				
	Total I	177 885	356 843	178 958	50.15
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (I)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	200 000		200 000	
	Concours bancaires courants	1 838	869	969	111.54
	Emprunts et dettes financières diverses		9 047	9 047	100.00
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	110 821	82 559	28 262	34.23
	Dettes fiscales et sociales	218 706	170 618	48 089	28.18
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	20 588	1 392	19 196	NS
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (I)				
	Total IV	551 954	264 485	287 468	108.69
	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	729 839	621 328	108 511	17.46

(I) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

551 954 264 485

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/09/2020 12			Exercice N-1 30/09/2019 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de biens						
Production vendue de services	1 692 673		1 692 673	1 657 016	35 656	2.15
Chiffre d'affaires NET	1 692 673		1 692 673	1 657 016	35 656	2.15
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation				2 028	2 028	100.00
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			17 801	22 802	5 002	21.94
Autres produits			473	7	466	NS
Total des Produits d'exploitation (I)			1 710 946	1 681 854	29 093	1.73
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements			82 988	88 352	5 363	6.07
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			6 967	6 889	13 856	201.13
Autres achats et charges externes *			642 466	496 174	146 292	29.48
Impôts, taxes et versements assimilés			22 959	35 157	12 198	34.69
Salaires et traitements			610 265	617 570	7 305	1.18
Charges sociales			404 494	368 484	36 010	9.77
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			10 706	11 764	1 058	8.99
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			9 061		9 061	
Dotations aux provisions						
Autres charges			7 495	208	7 286	NS
Total des Charges d'exploitation (II)			1 797 400	1 610 820	186 580	11.58
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			86 454	71 034	157 488	221.71
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	30/09/2020	12	30/09/2019	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)						
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			242		242	100.00
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V			242		242	100.00
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		10	31		21	68.29
Intérêts et charges assimilées (4)		335	396		61	15.45
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI		344	427		82	19.29
2. Résultat financier (V-VI)		344	185		160	86.42
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)		86 798	70 849		157 647	222.51
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		35 383	1 053		34 330	NS
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Total VII		35 383	1 053		34 330	NS
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		77 318	47 846		29 472	61.60
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			2 603		2 603	100.00
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Total VIII		77 318	50 449		26 869	53.26
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)		41 934	49 396		7 461	15.11
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)		18 445	2 783		21 228	762.77
Total des produits (I+III+V+VII)		1 746 329	1 683 149		63 180	3.75
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)		1 856 617	1 664 479		192 138	11.54
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)		110 288	18 670		128 958	690.72

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

Attestation de présentation des comptes

GMCO

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
Faits caractéristiques de l'exercice	13
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	13
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	14
Permanence ou changement de méthodes	14
Informations générales complémentaires	14
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	15
Etat des amortissements	15
Etat des provisions	16
Etat des échéances des créances et des dettes	16
Composition du capital social	17
Fonds commercial	17
Evaluation des immobilisations corporelles	17
Evaluation des amortissements	17
Evaluation des matières et marchandises	17
Evaluation des créances et des dettes	18
Dépréciation des créances	18
Evaluation des valeurs mobilières de placement	18
Produits à recevoir	18
Charges à payer	18
Charges et produits constatés d'avance	18
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Engagement en matière de pensions et retraites	19
Identité des sociétés mères consolidant les comptes	19
- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Produits et charges exceptionnels	19

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 729 838.61 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 1 692 672.71 Euros et dégageant un déficit de 110 287.64- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/10/2019 au 30/09/2020.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a sollicité et obtenu un Prêt Garanti par l'Etat auprès de la banque CIC pour un montant de 200 000 €.

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 30/09/2020 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus.

les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation :

- la valeur comptable des actifs et des passifs
- la dépréciation des créances clients
- la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles
- la dépréciation des stocks
- les impôts différés actifs
- le chiffre d'affaires

Les incertitudes

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 30/09/2020 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus.

les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation sur :

- la valeur comptable des actifs et des passifs

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

- la dépréciation des créances clients
- la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles
- la dépréciation des stocks
- les impôts différés actifs
- le chiffre d'affaires

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

La société GROUPE THOMANN-HANRY ainsi que ses filiales, détenues à 95% et plus, ont opté pour le régime d'intégration fiscale à compter du 1er octobre 2010. Le périmètre d'intégration fiscale est composé de la société GROUPE THOMMAN-HANRY, tête de groupe, ainsi que des filiales suivantes :

- SAS THOMANN-HANRY
- SARL LAROCHE RESTAURATION
- SAS SARLAT PIERRES NATURELLES
- EURL THOMANN-HANRY DIVISION CARRIERES
- SAS ATELIERS DE BONNEUIL
- EURL T.H. COMPOSITES

Chaque filiale verse à la société GROUPE THOMANN-HANRY une somme égale à l'impôt qui

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle était imposée distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	135 035		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	42 800		16 120
Matériel de transport	45 715		372
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	9 780		5 334
TOTAL	98 295		21 826
Prêts, autres immobilisations financières	2 350		2 000
TOTAL	2 350		2 000
TOTAL GENERAL	235 679		23 826

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			135 035	135 035
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			58 919	58 919
Matériel de transport			46 087	46 087
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			15 114	15 114
TOTAL			120 120	120 120
Prêts, autres immobilisations financières		2 000	2 350	2 350
TOTAL		2 000	2 350	2 350
TOTAL GENERAL		2 000	257 505	257 505

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	3 035			3 035
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	33 255	4 619		37 874
Matériel de transport	39 892	3 924		43 816
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	6 943	2 163		9 106
TOTAL	80 090	10 706		90 796
TOTAL GENERAL	83 125	10 706		93 831

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal. techniques matériel outillage indus.	4 619				
Matériel de transport	3 924				
Matériel de bureau informatique mobilier	2 163				
TOTAL	10 706				
TOTAL GENERAL	10 706				

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	26 477	9 061			35 538
Autres provisions pour dépréciation	31	41	31		41
TOTAL	26 508	9 101	31		35 579
TOTAL GENERAL	26 508	9 101	31		35 579
Dont dotations et reprises d'exploitation financières		9 061 10			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	2 350	2 350	
Clients douteux ou litigieux	44 540	44 540	
Autres créances clients	284 204	284 204	
Personnel et comptes rattachés	1 221	1 221	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	740	740	
Taxe sur la valeur ajoutée	24 366	24 366	
Divers état et autres collectivités publiques	5 514	5 514	
Groupe et associés	18 110	18 110	
Débiteurs divers	1 093	1 093	
Charges constatées d'avance	6 097	6 097	
TOTAL	388 235	388 235	

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes et crédit à 1 an maximum à l'origine	201 838	201 838		
Fournisseurs et comptes rattachés	110 821	110 821		
Personnel et comptes rattachés	12 275	12 275		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	147 158	147 158		
Taxe sur la valeur ajoutée	52 161	52 161		
Autres impôts taxes et assimilés	7 112	7 112		
Autres dettes	20 588	20 588		
TOTAL	551 954	551 954		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	200 000			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions	37.0000	1 000			1 000

Fonds commercial

(Code du Commerce Art. R 123-186; PCG Art. 831-2/10)

Nature	Montant des éléments				Montant de la dépréciation
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
Fonds commercial	132 000			132 000	
Total	132 000			132 000	

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	5 514
Total	5 514

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 838
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 056
Dettes fiscales et sociales	23 532
Total	31 427

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	6 097
Total	6 097

ANNEXE

Exercice du 01/10/2019 au 30/09/2020

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Identité des sociétés mères consolidant les comptes

(PCG Art. 831-3)

Dénomination sociale	Forme	Capital	Siège social
GROUPE THOMANN HANRY	SAS	1 933 250	Chemin de Malaric - UZES

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- SMA BTP REMB. ASSURANCE DEPART RETRAITE	35 383	
Total	35 383	
Charges exceptionnelles		
- INDEM. DEPART RETRAITE	66 427	
- INDEM. RUPTURE CONVENTIONNELLE	9 800	
- PENALITES ET AMENDES	1 042	
- FRAIS SIRCAM	49	
Total	77 318	



Vincent Guillemain

COMMISSAIRE AUX COMPTES

INSCRIT SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES,
RATTACHE A LA CRCC GRANDE AQUITAINE

S.A.S. " LAROCHE RESTAURATION"

7 BIS RUE PIERRE GEORGES LATECOERE

33850 LEOGNAN

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

EXERCICE CLOS LE 30/09/2020

S.A.S. LAROCHE RESTAURATION
7 bis rue Pierre Georges Latécoère
33850 LEOGNAN
Capital social : 37 000 €

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2020

Au représentant de l'associée unique,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Convention intervenue au cours de l'exercice écoulé :

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.227-10 du code de commerce.

Artigues-près-bordeaux, le 1er mars 2021


Vincent GUILLEMIN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Bordeaux

